



Un groupe de journalistes et de membres de la société civile qui se déplace en France pour critiquer auprès de la presse ses positions, des articles dans la presse marocaine qui assimilent son action à un Complot étranger contre le Maroc et enfin un ministre qui n'hésite pas à le clouer au pilori dans une déclaration à Jeune Afrique, le prince Moulay Hicham a parallèlement à l'affaire Boukhari été souvent cité ces derniers temps. Dans ce texte daté du 24 août et qui devrait être publié par le quotidien arabophone Al Ahdath Al Maghribiya dans son édition du lundi 10 septembre, il explicite le concept de pacte de

famille dans une monarchie et donne les raisons de son appel à la tenue d'une conférence nationale. Il entend aussi répondre à ses détracteurs et ce faisant, réaffirme sa volonté de participer au débat.

Au cours des derniers mois, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt un certain nombre d'interrogations autour de mes prises de positions. Je me réjouis de l'ouverture de ce débat qui promet d'être fructueux, et de toucher un éventail plus large de l'opinion. A ce stade, je crois pouvoir y contribuer de nouveau par un supplément de réflexion.

Il me faut tout d'abord revenir sur la notion de "pacte de famille" que j'ai développée dans ma conférence de presse à l'IFRI (en date du 21 mai 2001), et qui a suscité des questions et des inquiétudes bien compréhensibles.

Dans le contexte de cette communication, la notion de pacte de famille constitue un paramètre descriptif et analytique, bien reconnu par les spécialistes des monarchies, que l'on ne peut occulter. Décrire et analyser différents pactes de familles possibles ou existants, formalisés ou non, n'entraîne pas nécessairement de dérive vers un partage des pouvoirs sur la base du

lien familial, d'autant que ma réflexion sur cet aspect s'accompagne de propositions sur le renouvellement démocratique de la structure et du rôle de la monarchie d'une part et, d'autre part, sur la refonte et la consolidation des institutions qui expriment et représentent la souveraineté populaire.

Par ailleurs, en d'autres circonstances et dans une situation où les instances démocratiques auraient pris en charge la régulation des relations entre la famille régnante et les structures étatiques et sociales, l'idée d'un pacte privé réglant le rapport entre cette famille et la sphère publique serait sans objet. Mais force est de reconnaître que dans les sociétés arabes, et dans notre société marocaine, nous n'en sommes pas encore là, et que donc une réflexion sur tous les aspects et les mécanismes reste, à ce stade, importante et justifiée.

Ceci m'amène à une deuxième série d'interrogations sur mon statut en tant que prince, sur le fameux "devoir de réserve" et sur les objectifs non déclarés que l'on croit pouvoir tirer de mes analyses et prises de positions. Ainsi par exemple, a-t-on vu dans mon effort de réflexion sur les rapports, à promouvoir dans le futur, entre le religieux et le politique un simple désir de remplacer le "calife par un autre calife"⁽¹⁾. Il me semble pourtant qu'une telle interprétation de ma pensée sacrifie à une formule le caractère vital d'un travail sur ces questions, et oublie, de surcroît, que mes suggestions se situent dans un effort d'ensemble visant le développement et la consolidation des institutions démocratiques modernes. La réflexion et l'action dans ce domaine sont difficiles et

semées d'embûches. Ma conviction personnelle est qu'il faudra bien en passer par là si on veut avancer vers la construction d'un système social et politique plus cohérent et plus viable. De ce point de vue, mon action se situe dans le droit fil de celle de tous les Marocains qui ont lutté, depuis l'indépendance, pour les réformes adéquates que notre pays attend.

Tous les observateurs et tous les acteurs politiques s'accordent sur le fait que notre société traverse une période délicate de son histoire. Une telle situation nous impose à tous de faire le bilan afin de dessiner un projet possible et crédible pour le futur. Convaincu, pour ma part, qu'un tel projet ne peut voir le jour que par un débat public et approfondi, je me suis engagé dans ce débat en tant que marocain libre, ma qualité de prince ne m'accompagnant d'aucune responsabilité dans aucune sphère de l'état.

Compte tenu des graves enjeux de la situation et de mes circonstances personnelles dont je mesure le caractère tout particulier, il est bien naturel que mes positions suscitent des commentaires mal aisés ou des attitudes de silence embarrassé. Cela fait partie d'un processus d'apprentissage du débat que nous sommes tous en train de faire avec ses ambiguïtés inévitables et avec, hélas !, l'exploitation toujours possible des termes du débat par les démagogues. Dans ce contexte, je tiens à préciser que mes idées et mon action ne sauraient être limitées dans des domaines qui ne seraient pas "politiques".

Quelle que soit la sphère dans laquelle je serai amené à agir, (économique, sociale, culturelle ou technique ...), mon action, comme celles des autres acteurs, revêtira un caractère politique. Il me paraît, de ce fait, bien illusoire de vouloir me

LIBRE OPINION

cantonner, comme le font certains, dans la position du 'juste'. Ceux qui ont exprimé ce genre d'opinion font preuve de naïveté à mon égard et vis-à-vis d'eux-mêmes. S'imaginent-ils que leur propre action échappe au politique et ne vise que la justice ? Et vouloir me fixer dans la position du juste, réalisent-ils que leur position revient, en pratique, à m'exclure du champ politique pour se l'arroger à eux-mêmes ou le concéder aux formations qui bénéficient de leur sympathie. Ma propre position, telle que je la comprends, est guidée par le désir de favoriser une action politique d'un type nouveau, guidée par les principes de vérité et de justice.

Ceux et celles qui ont pris connaissance de mes efforts depuis quelques années savent bien que mon objectif consiste à participer à la construction d'un pôle socio-politique susceptible de produire et d'appuyer les réformes nécessaires pour garantir notre avenir commun. Ceci signifie la mise en place d'institutions nouvelles et réformées capables à la fois de nous sortir de l'arbitraire et d'éviter que cette sortie sombre dans le désordre. C'est dans ce



• Tous les observateurs et tous les acteurs politiques s'accordent sur le fait que notre société traverse une période délicate de son histoire. Une telle situation nous impose à tous de faire le bilan afin de dessiner un projet possible et crédible pour le futur.

cadre que j'ai émis des idées sur les institutions, l'appareil d'état et de gouvernement, les organismes de la société civile. Car, en effet, c'est de la redéfinition des prérogatives constitutionnelles et réglementaires de ces

institutions que découleront la volonté politique et les moyens nécessaires pour attaquer les chantiers durs où les problèmes se sont accumulés depuis des décennies : développement et emploi, gestion des

ressources et corruption, justice, éducation, disfonctionnements dans l'administration ...

Méditant sur ces problèmes, il m'est apparu nécessaire d'appeler à une réforme de la monarchie qui lui permettrait de renouveler les fondements de son autorité et les mécanismes de son arbitrage ; il m'est apparu nécessaire d'appeler à la révision des prérogatives constitutionnelles des différentes composantes de l'état, et des organes élus, ainsi qu'à la révision des procédures électorales; il m'est apparu, enfin, nécessaire d'appeler à un changement dans les méthodes de travail au sein de nos formations partisans. L'accomplissement de ces trois tâches colossales ne peut se faire que par une action collective et concertée qui s'impose à nous tous, au-delà des ambitions personnelles.

Je suis donc surpris que certains persistent à n'y voir que "positionnement" et "campagne" d'un "prétendant". Comment comprendre ce genre d'interprétation ? Serait-il l'effet de la nouveauté de la situation : à savoir un membre de la famille royale s'exprimant publiquement sur des affaires politiques graves ? Ou bien des habitudes bien ancrées qui consistent à traiter en privé ce qui devrait l'être en public. Habitudes contraires aux débats démocratiques que nous souhaitons tous. Ne devrait-on pas commencer à sortir de ces habitudes ? Pour ma part, je souhaiterais que nous amorcions une sortie raisonnée de ce genre d'habitudes.

Mes positions ainsi comprises laissent de côté la voie des prétendants. Il est naturel, compte tenu de ma position au sein de la famille royale, que tout ce que je fais et dis tombe dans un champ articulé par le pouvoir, la succession, les prétentions

et les privilèges et je suis bien conscient que mes faits et gestes prennent un sens qui n'est pas nécessairement celui que je leur donne moi-même. Mais ceux qui parlent de « positionnement » et « prétendant » (comme le fait l'auteur d'un article récent dans Jeune Afrique après d'autre) devraient méditer ce fait que je n'aurais pas été moins prétendant en observant le silence, et que les risques que je prends (et assume) pour participer, avec d'autres, à la démocratisation de notre société ne constituent pas forcément le bon chemin qu'un prétendant peut prendre dans le cadre de notre culture politique actuelle ; ils devraient aussi méditer cet autre fait que mes appels s'enracinent dans une foi dans l'action collective interdisant le culte de personnalité.

De plus, on serait bien en peine, dans notre situation présente et inédite de définir ce que pourrait être un "prétendant". Est-on prétendant seulement en l'absence d'enfants dans d'autre branches ? Et dans mon cas, suis-je prétendant simplement en étant, comme on l'a dit, "numéro deux dans l'ordre de succession"⁽²⁾ ? Serais-je moins ou non prétendant si j'étais numéro dix dans un certain ordre ? Et puis serais-je moins prétendant si la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui était moins difficile, et s'il y avait un consensus sur les moyens de conduire la transition vers l'heureuse conclusion que nous souhaitons tous. Il serait sans doute possible de continuer l'énumération de toutes les

variables qui entrent en jeu et qui ne sont point de ma responsabilité. Mon action, pas plus que celle des autres, ne peut être réduite à un « positionnement », c'est-à-dire à une apparence derrière laquelle il faudrait chercher tout simplement la vérité des intérêts personnels. On peut spéculer à l'infini sur les intérêts de chacun. On peut bien s'évertuer à les déduire des circonstances concrètes qui entourent l'existence de chaque acteur social et politique. Mais le critère solide devrait consister à mesurer en quoi la ligne et l'action de chacun dépassent ou non les intérêts personnels, sans quoi et la politique et la science du politique se résumeraient dans un déploiement de cynisme.

Pour aller dans le sens de l'approfondissement et de l'élargissement du débat national, j'ai proposé la réunion d'une conférence nationale dont la forme et l'ordre du jour seraient à déterminer par les représentants des différentes sensibilités politiques et sociales du pays. A côté de réactions positives à cette proposition, j'ai enregistré des réticences et des objections intéressantes. On s'est posé la question de savoir s'il y avait des circonstances graves et pressantes qui justifieraient la tenue de telles assises. On a également fait valoir que notre société n'était pas dans une situation comparable à celle d'autres sociétés dans le monde où l'on assiste à une véritable débâcle des cadres sociaux et des institutions. Je ne doute pas qu'il s'agit là d'une question sérieuse




Je suis donc surpris que certains persistent à n'y voir que "positionnement" et "campagne" d'un "prétendant". Comment comprendre ce genre d'interprétation ?

LIBRE OPINION

et d'un constat valable. Il me semble toutefois qu'il serait trop risqué de laisser la crise que nous vivons s'aggraver au point de mener à la décomposition de la société et de ses organisations. Il me paraît plus sage de procéder à une action d'examen et de mise à plat des sources de la crise afin d'y remédier dans le cadre d'un dialogue élargi pour aboutir à un nouveau pacte national. Il est important de noter, à ce propos, que quand je préconise une participation de toutes les sensibilités qui œuvrent dans le sens d'un changement salutaire, je ne vise pas uniquement l'intégration de ceux qu'on désigne par le terme passablement confus "d'islamistes"⁽³⁾. Aujourd'hui, de larges secteurs de la population et de l'opinion sont exclus de cette participation, ou bien se tiennent eux-mêmes éloignés d'organisations partisans vieilles, peu démocratiques et incapables de répondre à leurs besoins par défaut de projet d'avenir.

Qu'il puisse y avoir dans tout débat des divergences et des points à préciser, cela relève de l'ordre normal des choses. Ce qui, en revanche relève de la manipulation, qui ne peut plus tromper personne, c'est de crier au complot chaque fois que l'on appelle à une discussion sur les problèmes vitaux pour l'avenir de la nation, ou que l'on propose des éléments pour une réforme des institutions centrales du pays.

Il se trouve toujours des gens pour agiter des accusations de complot et collusion avec des forces étrangères. Or, on le sait bien, ceux qui propagent ce genre de discours ne font que se draper sous le manteau d'un faux nationalisme pour continuer des pratiques discréditées dont la




Quelle que soit la sphère dans laquelle je serai amené à agir, (économique, sociale, culturelle ...), mon action, comme celles des autres acteurs, revêtira un caractère politique.

faillite est aujourd'hui constatée par l'opinion publique. L'un d'entre eux, le ministre Lahlimi, pousse le ridicule au point de me prodiguer des bons conseils de travail de "terrain", oubliant sans doute qu'il s'agit là d'un avis peu autorisé, de la part d'un homme ayant passé sa vie à débiter le verbe prétentieux, et à se tromper lui-même en croyant avoir réalisé des projets dont il n'a fait que parler. Ce genre de personnes passent le plus clair de leur temps non pas sur le terrain comme ils se plaisent à le laisser entendre, mais derrière leur métier à tisser des histoires au lieu de s'atteler aux tâches que réclament leurs compatriotes. Ces vieilles recettes ainsi que celles par lesquelles on veut interdire aux citoyens de s'exprimer dans les presses de leur choix, (en particulier la presse

étrangère dont on entend se réserver l'usage exclusif), ne peuvent plus donner le change.

À défaut de faire face aux demandes et aux arguments de leurs concitoyens, ces gens préfèrent la fuite en avant dans laquelle ils s'enfoncent en s'arrangeant pour éviter de prendre la responsabilité de leurs opinions. Il vaut la peine de citer un morceau de bravoure du ministre Lahlimi pour illustrer ce point. À propos de ma personne et de mon action, ce monsieur déclare que : "On a l'impression que ses déclarations suivent un plan minutieusement concocté. Certains vont même jusqu'à évoquer, en privé, un soi-disant complot étranger dont il serait l'instrument"⁽⁴⁾. A force de manier depuis si longtemps ces "soi-disant", n'est ce pas que cette personne est elle-même devenue un "soi-disant militant", "un soi-disant nationaliste", et même depuis trois années un "soi-disant ministre" ...



Il est aussi nécessaire que ces citoyens et citoyennes aient la force interne de se rebeller contre l'autorité établie en tant que système makhzénien.

Ces théories, on ne peut plus grossières, du complot, trop fréquemment utilisées depuis quarante ans, sont le fait de gens qui ont passé leur temps à monter, ou imaginer, des petits complots, à défaut de reconnaître les grands. Leurs balivernes n'auraient pas mérité de réponses si nous n'étions en présence de déclarations venant d'un ministre qui met enjeu la crédibilité de tout un gouvernement dont l'action engage notre avenir.

Il est réconfortant de constater que tout le monde se rend compte qu'il s'agit là d'une technique de délation cherchant à capitaliser sur un nationalisme de façade qui ne manquera pas, un jour, d'être démasqué. Et je me refuse à croire que les vrais militants de tous bords et de tout âge se laisseront abuser par ce langage à étages de sous-entendus. Car, en effet, ils ont appris à déplier ce genre de mille feuilles mensonger.

Ces familiers du complot, que ce soit ceux d'hier ou d'aujourd'hui, ou des mêmes hier et aujourd'hui, sont ceux-là mêmes qui entretiennent une politique de l'entrisme et de la compromission faisant obstacle à la régénération de nos structures partisans. Je prie Dieu pour nous prémunir, une fois pour toutes, contre ce réflexe pavlovien qui veut toujours neutraliser l'action et l'opinion par le recours bien commode à l'argument fallacieux du complot.



- **Il m'est apparu nécessaire d'appeler à une réforme de la monarchie qui lui permettrait de renouveler les fondements de son autorité et les mécanismes de son arbitrage.**

J'espère que nous aurons toujours la vigilance suffisante pour distinguer ce nationalisme des opportunistes d'un autre nationalisme, d'inspiration élevée et ouvert sur le monde.

Hicham Ben Abdallah El Alaoui

Rabat, le 24 août 2001.

(1) «Le Journal Hebdomadaire» n°25 du 7 au 13 juillet p.12/13

(2) «Jeune Afrique l'Intelligent» n°2118-2119 du 14 au 27 août 2001 ; voir également la «Vie économique» n°4128 du 27 juillet au 2 août

(3) Comme l'affirme l'auteur d'un article récent dans Al-Ahdat al Maghribia du 30 juillet 2001.

(4) Jeune Afrique, idem.